

Conférence de presse de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, à l'occasion de sa mission en République centrafricaine

Propos introductifs :

Bangui, le 20 mars 2014

(TRADUCTION NON OFFICIELLE)

Bonjour, et merci à tous d'être présents.

Je dois dire, avec tristesse, que la situation en République centrafricaine est complètement différente de celle qui prévalait lors de ma dernière visite dans ce pays en février 2010. Je ne voudrais pas tenter de parcourir tous les graves problèmes de droits de l'homme auxquels la RCA est confrontée. Je me concentrerai plutôt sur quelques éléments qui ont émergé durant mes deux jours de discussions ici, à Bangui, avec, entre autres personnalités, la Cheffe d'Etat de la Transition, le Premier Ministre, la Ministre de la Justice, les organisations de la société civile et les agences humanitaires qui sont en nombre important et essaient de répondre à situation d'urgence complexe qui affecte une bonne partie du pays. J'ai également rencontré un certain nombre de diplomates, et le Chef de la Mission de maintien de la paix de l'Union africaine (MISCA), ainsi que les Commandants de la MISCA et de la Force militaire française, connue sous le nom de Sangaris.

La situation en République Centrafricaine est extrême. Bien que les tueries à grande échelle qui ont eu lieu en décembre et janvier paraissent être arrêtées pour le moment, principalement en raison de la présence des Forces de la MISCA et de Sangaris dans des zones chaudes, des personnes continuent d'être tuées quotidiennement, spécialement par des groupes anti-Balaka. Environ 15.000 musulmans se trouvent piégés à Bangui et dans d'autres endroits du pays au Nord, au Nord-Ouest et au Sud, protégés par les forces internationales, néanmoins dans des situations extrêmement dangereuses et insoutenables.

Comme mise en évidence par la nature extraordinairement vicieuse des tueries, la haine entre communautés demeure à un niveau terrifiant. C'est devenu un pays où des personnes sont non seulement tuées, mais aussi torturées, mutilées, brûlées et démembrées – parfois par des groupes mobilisés de manière spontanée, tout comme par des groupes organisés de combattants armés. Des enfants ont été décapités, et nous sommes au courant d'au moins quatre cas où les tueurs ont mangé la chair de leurs victimes. Hier, l'une des organisations de la société civile qui tentent courageusement de documenter ces violations m'a montré des photographies horribles d'un de ces cas.

Selon les organisations de la société civile et les agences des Nations Unies, les viols et violences sexuelles ont augmenté, spécialement dans les camps des personnes déplacées. Deux districts dans la capitale – PK 5 et PK 12 – demeurent des zones non-accessibles, avec des populations musulmanes piégées. D'autres musulmans qui vivaient auparavant à Bangui se sont virtuellement tous enfuis, tout comme les habitants de plusieurs villes et villages – dont beaucoup ont été partiellement ou entièrement détruits – dans la moitié ouest du pays. Il reste aussi des dizaines de milliers de musulmans déplacés à l'intérieur du pays, principalement victimes des Séléka. Les anti-Balaka, dont la création est au départ liée à la réaction contre les exactions des Séléka, se métamorphosent désormais en gangs criminels qui ont également commencé à s'attaquer aux chrétiens et autres non-musulmans.

La MISCA, Sangaris et les agences humanitaires sont confrontés à d'énormes problèmes, ainsi qu'au terrible dilemme tel que choisir entre aider involontairement au « départ » des populations musulmanes piégées, ou alors les laisser – contre leur volonté – dans des lieux où il y a un réel danger de les voir exécutés en masse.

L'économie s'est effondrée, le système sanitaire est virtuellement inexistant dans plusieurs endroits, de même que l'éducation. Comme le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial l'a souligné ici, hier, le pays fait également face à une crise alimentaire, avec une sécurité alimentaire menacée par le manque de fonds, les difficultés d'accès, ainsi qu'une longue saison de pluie qui va commencer juste dans quelques semaines.

Les hauts-fonctionnaires membres du Gouvernement de la Transition ont été extrêmement francs et ouverts à propos la tâche gigantesque à laquelle ils doivent faire face. Les autorités de l'Etat m'ont fait comprendre, qu'en réalité, il n'existait pas d'Etat. Il n'y a pas d'armée nationale cohérente, ni de police, ni de système judiciaire, pratiquement pas de lieux de détention des criminels, ni de moyens pour les juger, les poursuivre ou les condamner. La « chaîne pénale » non seulement manque de maillons, mais elle ne fonctionne pas du tout.

La seule grande prison du pays, ré-ouverte récemment à Bangui, a déjà été confrontée à deux incidents très sérieux : une première fois, un groupe mobilisé spontanément est entré dans la prison et a lynché 4 détenus musulmans. Après, il y a deux semaines, neuf détenus se sont enfuis, avec la complicité de ceux chargés de leur garde. Ailleurs, des personnes arrêtées avec du sang sur des machettes et sur une bonne partie de leurs mains, ont été relâchées, parce qu'il n'y avait pas de lieux de détention, ni de moyens pour les inculper des crimes qu'ils avaient clairement commis.

Il était hautement symbolique de constater, lors de ma réunion avec la ministre de la justice, qu'il n'y avait pas d'électricité. Bien que la lumière soit revenue, elle a décrit le manque d'ordinateurs pour conserver les données sur les arrestations, sur les menaces contre les magistrats du parquet, et au moins un magistrat a été assassiné. Il existe, en conséquence, une totale impunité, pas de justice, pas de loi, ni d'ordre, à l'exception de la protection fournie par les troupes étrangères. Nous avons discuté de la possibilité de faire venir quelques juges et magistrats étrangers pour aider leurs collègues nationaux à redémarrer la justice.

Toutes les personnes que j'ai rencontrées ont mis l'accent sur le besoin urgent de restaurer la loi et l'ordre, en particulier à travers le déploiement des policiers et des gendarmes formés. Toutefois, avec très peu de ressources disponibles pour payer les salaires, il semble que très peu a été fait dans le sens d'un programme sérieux pour que cela soit fait, et ce, rapidement.

Au cours des neuf derniers mois, j'ai déployé trois équipes d'observation des droits de l'homme en RCA pour documenter les violations des droits de l'homme qui y ont eu lieu, et les carences existantes, et je suis en train d'aider au renforcement des capacités de la Section des droits de l'homme du BINUCA, et d'apporter un appui à la Commission d'enquête sur la RCA qui a été établie par le Conseil de sécurité en décembre et est actuellement opérationnel sur le terrain. J'ai demandé avec insistance à mes interlocuteurs d'apporter leur appui à cet important mécanisme, qui jouera un rôle-clé dans l'établissement des responsabilités pour les pires violations qui ont été perpétrées depuis le début de la crise.

Le rapport le plus récent de mon équipe d'observation, soumis hier après une visite à Bambari, à 350 km au nord-est de Bangui, met en lumière quelques bonnes nouvelles : la soi-disant « exception de Bambari ». Après les tueries massives du 5 décembre à Bangui, qui se sont répandues rapidement à d'autres zones, les leaders religieux chrétiens et musulmans de Bambari ont fait des efforts communs pour prévenir les divisions se développant au sein des populations mélangées de la ville, y compris en lançant des messages de tolérance sur la radio locale. De plus, l'actuel chef militaire de la ville a procédé au retrait de toutes les armes et a pris une série de mesures pour rassurer les deux communautés, et a chassé les plus radicaux des éléments de la Séléka qui ont tenté de pénétrer dans la ville.

Toutefois, la situation là-bas demeure très fragile et les villes et villages voisins vont moins bien.

Des signes plus positifs incluent les discussions dans l'après-midi d'hier au Parlement de Transition, durant lesquelles quelques députés, dans leur interaction avec la ministre de la justice, ont mis un accent sur l'importance des droits de l'homme et ont développé le contenu de certains de ces droits, dont le droit de toute personne à la vie. Ce débat important et profond était retransmis sur la plus grande station de radio du pays.

Je crois qu'il y a besoin de plus d'efforts visibles de la part des acteurs politiques pour enraciner le message que les violations des droits de l'homme et les crimes rampants ne seront plus tolérés; que tous les secteurs de la société, y compris les minorités, ont des droits égaux; et que la réconciliation est vitale pour tout le monde si le pays veut se reconstruire. A cet égard, j'étais contente d'apprendre de la part du Premier ministre que le Gouvernement de Transition a mis en place une commission de réconciliation et une commission permanente de dialogue.

Il s'est aussi engagé à accélérer la mise en place d'une commission nationale des droits de l'homme. Les commissions nationales des droits de l'homme sont des institutions indépendantes importantes avec des pouvoirs spécifiques, régies par un ensemble de normes internationales, connues sous le nom de Principes de Paris, et j'ai offert les services de mon Bureau pour aider le Gouvernement à s'assurer que cette commission soit d'un standard élevé dès le début.

Mais des institutions spécifiques comme celle-ci vont avoir des difficultés de fonctionner, à moins que la loi et l'ordre, ainsi que le système judiciaire soient rétablies, que les populations déplacées soient aptes à retourner rapidement et à reconstruire leurs maisons et leurs vies en toute confiance, et qu'elles bénéficient d'une protection adéquate de l'Etat. Il n'y aura pas de solution avant que ces conditions ne soient remplies.

La République centrafricaine est en train de payer un lourd tribut dû à 50 ans de mauvaise gouvernance. Avec un sol fertile et de précieuses ressources minérales, elle devrait être riche. Mais au contraire, et même avant le présent désastre, c'était l'un des pays les plus pauvres au monde. Un pays qui, malgré ses multiples rivières et une longue saison pluvieuse, se devait encore d'acheter de l'eau potable chez ses voisins.

Au centre de cette catastrophe, il y a une unique opportunité à ne pas manquer. Le Gouvernement de Transition doit non seulement agir de façon décisive pour s'assurer que les fondations d'un Etat nouveau et robuste sont en place, mais aussi agir pour s'assurer que l'ordre ancien d'une gouvernance corrompue n'émerge à nouveau. Il ne devrait pas dépendre entièrement de la communauté internationale pour combler les vides parce que si c'est le cas, il n'y aura jamais un redressement complet.

Cela dit, je suis profondément préoccupée par la réponse lente de la communauté internationale. L'effort pour l'aide humanitaire est déplorablement sous-financé, avec seulement 20 pour cent des contributions attendues jusqu'à ce jour. Les organisations des droits de l'homme n'ont même pas les moyens de transport pour aller à l'intérieur pour savoir ce qui s'y passe. J'exhorte les Etats à répondre rapidement à l'appel du Secrétaire général de mettre sur pied une force de maintien de la paix complète, équipée de 10.000 casques bleus internationaux et de 2.000 policiers. Durant mes rencontres avec la MISCA et la Force Sangaris, j'ai souligné le besoin pour les forces de maintien de la paix actuelles et futures de se conformer aux droits de l'homme, ce qui implique une formation approfondie et leur suivi par les commandants et les Etats contribuant au maintien de la paix.

En somme, bien que la RCA ait reçu une attention internationale, celle-ci est loin d'être de même mesure que les besoins, et cela contraste avec d'autres situations où les interventions internationales se sont largement révélées une réussite. La création, à partir de rien, d'un système judiciaire efficace, de même que des prisons et forces de police et autres institutions clés est une entreprise énorme et complexe qui ne peut être faite au rabais. La communauté internationale semble avoir oublié les leçons apprises en Bosnie Herzégovine, au Rwanda, au Kosovo, et au Timor oriental, pour ne citer que quelques-unes.

Les organisations de la société civile m'ont informée qu'elles avaient tiré sur la sonnette d'alarme longtemps avant que la crise ne se transforme en une calamité, cependant personne ne les a écoutées. Malgré quelques améliorations sur le plan sécuritaire, l'alarme continue à sonner. A défaut de soutenir ce pays, nous risquons des décennies d'instabilité et la création d'un nouveau et fertile terreau de l'extrémisme religieux non seulement en RCA, mais dans la région.

Je ne peux m'empêcher de penser que si la RCA n'était pas un pays pauvre caché au cœur de l'Afrique, des événements terribles qui ont eu lieu- et continuent à avoir lieu- auraient stimulé une réaction beaucoup plus forte et plus dynamique de la part du monde extérieur. Combien d'enfants doivent encore être décapités, combien de femmes et de filles seront encore violées, combien d'actes de cannibalisme devraient-ils y avoir encore, avant que nous ne nous décidions à nous lever et à accorder une plus grande attention à ce pays?

Je vous remercie.

